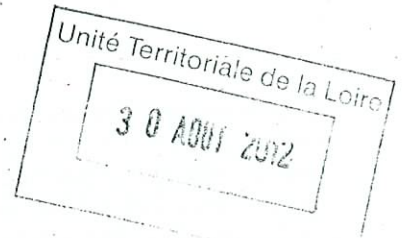


Copie : DREAL
UT Loire - 11C



PRÉFÈTE DE LA LOIRE



ARRÊTÉ N° 311 -DDPP-12

PORTANT PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

SOCIETE THERMAL CERAMICS

LIEU-DIT « OUTRE L'EAU »

42680 SAINT-MARCELLIN

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
VU l'article R. 512-31 du code de l'environnement ;
VU l'arrêté préfectoral du 3 août 1988 modifié le 12 juillet 1991, le 12 décembre 1994, le 27 décembre 2001 et le 4 avril 2002, autorisant la société THERMAL CERAMICS à exploiter la décharge de déchets industriels située à SAINT-MARCELLIN-EN-FOREZ, Lieu-dit « Outre l'eau » ;
VU la lettre de l'inspection des classées du 18 mai 2009 demandant à la société de se positionner sur l'échéance du 1er juillet 2009 prévue dans l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux stockage de déchets dangereux ;
VU le courrier du 30 juillet 2009 de THERMAL CERAMICS présentant la cessation au 30 juin 2009 de l'exploitation de la décharge de déchets industriels située à SAINT-MARCELLIN-EN-FOREZ, Lieu-dit « Outre l'eau » ;
VU l'étude de faisabilité de réhabilitation et le dossier de cessation d'activité présentés le 21 février 2011 ;
VU le rapport et les propositions en date du 19 juin 2012 de l'inspection des installations classées ;
VU le projet d'arrêté porté le 20 juin 2012 à la connaissance du demandeur ;
VU l'avis en date du 9 juillet 2012 du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant concernant les conditions de fermeture, de réaménagement final du site et de suivi à long terme sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental de la protection des populations,

ARRÊTE

Article 1

1.1 - La société **THERMAL CERAMICS** est tenue, pour son installation de stockage de déchets dangereux qu'elle a exploitée sur la commune de Saint-Marcellin-en-Forez, au lieu dit "outre l'eau", du 26 juillet 1991 au 30 juin 2009 de respecter les dispositions du présent arrêté relatives au suivi post exploitation du site.

Le site s'étend sur une superficie de 15 310 m² sur 3 alvéoles distinctes :

- une première, exploitée de 1991 à 2000 de 2500 m² ;
- une seconde, exploitée de 2000 à 2008 de 3600 m² ;
- une troisième, exploitée de 2008 au 30 juin 2009 de 4300 m² ;

L'ensemble de la décharge est située sur la parcelle cadastrée 42 en zone Na (ex section K, parcelles 127, 128, 129, 130, 131 et 132).

1.2 - Il est accusé réception de l'étude de faisabilité de réhabilitation et le dossier de cessation d'activité n° 13ERE 10035 et n° 13ERE 10032 - version du 15 décembre 2010 de la société **THERMAL CERAMICS** constituant un mémoire des démarches engagées et prévues en vue de la réhabilitation du site de décharge de déchets industriels au lieu-dit « Outre l'eau ».

Il est également accusé réception du mémoire de réhabilitation en complément apporté par la société **THERMAL CERAMICS** suite à demande de l'inspection des installations classées référencé 13ERE 12 023.

Les démarches et travaux de réhabilitation seront réalisés sous réserve du respect des prescriptions ci après :

Article 2 - Travaux

2.1 - Clôture

La zone de travaux est clôturée et fermée à l'intérieur de l'enceinte du site.

2.2 - Conduite et réalisation des travaux

Les dispositions nécessaires seront prises pour la conduite et la réalisation des travaux de façon à prévenir sinon limiter les risques de pollution de l'air, des eaux ou des sols, et les nuisances par le bruit et les vibrations.

Les installations adoptent les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de déchets de fibre céramique et notamment :

- par couverture des bennes ;
- par nettoyage des roues et des voiries ;
- par aspersion des matériaux ;
- par préservation de l'intégrité des conditionnements en emballages hermétiques des déchets.

2.3 - Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement devra être signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

2.4 - Évacuation des matériaux et déchets

L'exploitant procédera à l'enregistrement de toutes les évacuations de matériaux réalisées, avec pour chacune leur origine sur le site, leurs bons de transport (ou BSD pour les déchets), et leur destination finale.

L'exploitant devra pouvoir justifier de la destination conforme à la réglementation de la destination finale des déchets et matériaux évacués hors site.

2.5 – Actions de réhabilitation et échéancier

Les démarches et travaux de réhabilitation de l'ensemble du site seront poursuivies conformément aux dispositions décrites dans le dossier complémentaire précité et selon le planning proposé. Ces opérations visent notamment :

- Pour l'alvéole 1 : la création d'un système de collecte des eaux de pluie en périphérie ;
le raccordement du puits de drainage à la chambre du rejet

- Pour l'alvéole 2 :
le retrait de la couverture argileuse intermédiaire
le remplissage de l'alvéole 2
la couverture de l'alvéole 2
la création d'un système de collecte des eaux de pluie en périphérie ;
le raccordement du puits de drainage à la chambre du rejet
- Pour l'alvéole 3 :
le transfert de déchets
le remplissage de l'alvéole n°3 avec des matériaux inertes
la caractérisation des matériaux
la couverture de l'alvéole 3
la création d'un système de collecte des eaux de pluie en périphérie.

Un rapport d'exécution de cette phase de travaux sera remis à l'inspection des installations classées après réalisation.

Un procès verbal de récolement établi par l'inspection devra intervenir pour constater la conformité des travaux.

L'administration conserve un pouvoir de prescriptions en cas de découvertes de pollutions ou de dérive de la situation actée lors du récolement.

Article 3 - Surveillance

3.1 Qualité de l'air ambiant :

Lors des travaux et à l'issue des travaux, une mesure de fibres céramiques réfractaires par un organisme extérieur en air ambiant et en retombées atmosphériques sera réalisée à proximité du site.

Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport.

3.2- Suivi à long terme :

3.2.1 : Durée du suivi post exploitation

Le suivi « post exploitation » défini dans le présent arrêté est établi jusqu'en 2042.

3.2.2 : Périodicité et nature des contrôles

La périodicité et la nature des contrôles figurant au présent arrêté peut être adaptée après un bilan quadriennal et après avis de l'inspection des installations classées, si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs.

3.3- Suivi de la qualité des eaux souterraines et superficielles

La surveillance des eaux souterraines concerne :

- les piézomètres Pz1, Pz2 et Pz3 ;
- les puits privés : Puits de MM. Brun, Jacques et Megret

Les analyses seront également effectuées sur des prélèvements des eaux superficielles du cours d'eau « LA MARE », réalisés en 2 points situés respectivement en amont et en aval du site et sur « l'Etang du Rodillon ».

La surveillance des eaux souterraines et superficielles (périodes de hautes et basses eaux) doit porter sur les paramètres suivants à la fréquence indiquée :

Paramètres	Eaux souterraines (6 points)	Eaux superficielles (3 points)
Niveau des eaux souterraines (périodes de hautes et basses eaux)	semestriellement	-
pH	semestriellement	semestriellement
Conductivité	semestriellement	semestriellement
MES	semestriellement	semestriellement
COT	semestriellement	semestriellement
Ammonium (NH ₄ ⁺)	semestriellement	semestriellement

Azote Total	semestriellement	semestriellement
As, Mn, Cr, Mo, Se, Al, Fe, Cd, Ni	semestriellement	semestriellement
Fluorures,	semestriellement	semestriellement
Cyanures	semestriellement	semestriellement
Phosphore	semestriellement	semestriellement
Aox	semestriellement	semestriellement

Une mise à jour des puits existants sera réalisée dans un rayon de 500 mètres.

L'usage des puits privés existants et potentiels sera déterminé (consommation humaine, autres).

Les résultats de ces mesures seront comparés au :

- critères de potabilité des eaux définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé, dans le cas d'une éventuelle exposition par l'ingestion d'eau,
- critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource « eau » n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vu d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux

Les résultats seront transmis semestriellement à l'inspection des installations classées avec tous commentaires relatifs aux évolutions observées.

L'exploitant informera l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais de tout incident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, et de tout constat, contrôle ou résultat d'analyse révélant une dégradation ou un impact négatif sur la qualité des eaux souterraines. L'exploitant exposera simultanément les mesures retenues et engagées pour rétablir la qualité des eaux souterraines et pour renforcer la surveillance.

La localisation des piézomètres pourra évoluer notamment aux fins de déterminer l'origine de l'impact mesuré de l'établissement. Si un impact significatif est constaté en aval hydraulique, des piézomètres supplémentaires seront réalisés afin de déterminer l'extension de la pollution. La démarche " caractérisation de l'état des milieux hors site " pourra être réalisée en fonction des résultats d'analyse.

3.4 - Suivi de la qualité des lixiviats avant rejet au milieu naturel

Les lixiviats seront rejetés par bâchées au point de rejet suivant : fossé rejoignant le cours d'eau « La Mare ».

Les lixiviats ne peuvent être rejetés au milieu naturel que s'ils respectent au moins les valeurs du tableau suivant :

Paramètres*	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
pH	5,5 < pH < 8,8	
MEST	< 100 < 30	Si flux maximum journalier < 15 kg/j Si flux > à 15 kg/j
COT	< 70	
Azote global	< 30	Si flux maximum journalier > 50 kg/j
Phosphore	< 10	Si flux maximum journalier > 15 kg/j
Phénols	< 0,1	Si flux maximum journalier > 1 g/j
Métaux Totaux* dont :	< 15	
Cr VI	< 0,1	Si flux maximum journalier > 1 g/j
Cd	< 0,2	
Pb	< 0,5	Si flux maximum journalier > 5 g/j
Hg	< 0,05	
As	< 0,1	
Fluor et composés (en F)	< 15	Si flux maximum journalier > 5 g/j
CN totaux	< 0,1	Si flux maximum journalier > 1 g/j
Composés organiques halogénés (AOX)	< 1	Si flux maximum journalier > 30 g/j

* : Les métaux totaux sont la somme des concentrations en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al, Mo, Ba, Mo, Sb, Se, Mn

Une mesure de la conductivité sera également réalisée.

Le débit respectera les valeurs suivantes tout en tenant compte des conditions sur le flux reprises ci-dessus :

Débit maximal journalier (m ³ /h)	40
--	----

Si les lixiviats ne respectent pas ces valeurs limites, il convient de les traiter, selon les paramètres précisés dans le tableau ci-dessus, avant rejet ou les évacuer vers une filière adaptée.

A chaque rejet au milieu naturel, la quantité de lixiviats sera mesurée et un calcul des flux pour chaque paramètre sera effectué. La hauteur d'eau en fond d'alvéole ne doit pas dépasser 0,5 mètres.

Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées avec tous commentaires relatifs aux évolutions observées.

3.5 - Suivi de la qualité des eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellements rejoignent un fossé se jetant dans le cours d'eau « La Mare ».

Les eaux de ruissellements ne peuvent être rejetées au milieu naturel que si elles respectent au moins les valeurs du tableau suivant :

Paramètres*	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Débit		Mesure lors du rejet
pH	5,5 < pH < 8,8	
MEST	< 100 < 30	Si flux maximum journalier < 15 kg/j Si flux > à 15 kg/j
COT	< 70	
Azote global	< 30	Si flux maximum journalier > 50 kg/j
Phosphore	< 10	Si flux maximum journalier > 15 kg/j
Phénols	< 0,1	Si flux maximum journalier > 1 g/j
Métaux Totaux* dont :	< 15	
Cr VI	< 0,1	Si flux maximum journalier > 1 g/j
Cd	< 0,2	
Pb	< 0,5	Si flux maximum journalier > 5 g/j
Hg	< 0,05	
As	< 0,1	
Fluor et composés (en F)	< 15	Si flux maximum journalier > 5 g/j
CN totaux	< 0,1	Si flux maximum journalier > 1 g/j
Composés organiques halogénés (AOX)	< 1	Si flux maximum journalier > 30 g/j

* : Les métaux totaux sont la somme des concentrations en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al, Mo, Ba, Mo, Sb, Se, Mn

Si les eaux de ruissellement ne respectent pas ces valeurs limites, il convient de les traiter, selon les paramètres précisés dans le tableau ci-dessus, avant rejet.

La quantité d'eaux de ruissellement sera mesurée.

Les résultats seront transmis semestriellement à l'inspection des installations classées avec tous commentaires relatifs aux évolutions observées.

La surveillance se déroulera sur un minimum de 2 ans avec 2 mesures par an après la finalisation de la réhabilitation.

3.6 Suivi du site :

Le suivi à long terme du site (30 ans) concerne :

- la qualité des eaux (souterraines, superficielles et lixiviats) ;
- l'entretien (fossés, couvertures, clôture, écran végétal, puits de mesures) ;
- les observations géotechniques avec suivi des repères topographiques ;

L'exploitant doit contrôler régulièrement le bon état des couvertures finales, des digues et talus périphériques et procéder aux entretiens nécessaires à leur préservation. Il doit prendre toutes mesures visant à l'élimination des zones de stagnation d'eau.

3.7 Contrôles :

L'exploitant désignera une personne responsable de l'application des dispositions du présent arrêté et notamment des contrôles et de la surveillance de la décharge.

L'exploitant fera contrôler aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par mois l'état de la décharge et des aménagements :

- clôture et portails ;
- fossés, couvertures, écran végétal, puits de mesures ;
- le niveau d'eau en fond des alvéoles 1 et 2.

Le résultat de ces contrôles seront reportés sur un registre ainsi que les dispositions prises en cas d'anomalie ou d'accident.

Les quantités d'eaux retirées du site en application du point 3.4 et 3.5 du présent arrêté, les contrôles effectués sur celles-ci et leurs destinations seront reportés sur le registre mentionné ci-dessus.

L'exploitant mettra en place un dispositif lui permettant de déterminer la pluviosité du site en vue de l'évaluation du bilan hydrique.

Article 4 : Garanties financières

La levée des garanties financières prises (192 457 €) pourra être effectuée de la manière suivante :

- 71 496 € à la fin de la réhabilitation de l'alvéole n°2 ;
- 71 496 € à la fin de la réhabilitation de l'alvéole n°3 ;
- 49 465 € à la fin de la période de suivi de la décharge (1650 € par an).

Article 5 : Usage futur

L'usage futur des terrains de la décharge est un usage d'espace naturel sans occupation humaine.

L'activité de culture prévue devra être compatible avec la présence de l'ancienne décharge et le respect des servitudes édictées.

Article 6 : Servitude

Une convention de servitude en date du 26 septembre 1991 a été prise (extrait en annexe).

Nature des servitudes : « L'utilisation des terrains par quelque personne physique ou morale, publique ou privée, devra toujours être compatible avec la présence de déchets dans le sol et ne devra en cas remettre en cause l'étanchéité du site (couverture supérieure comprise). »

Article 7 : Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la

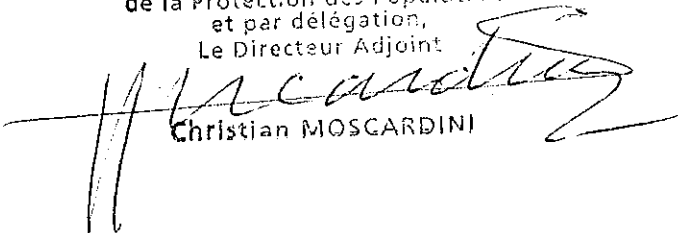
notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision

Article 9 – Notification

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées Monsieur le maire de SAINT MARCELLIN EN FOREZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 28 AOUT 2012

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation,
Le Directeur Adjoint


Christian MOSCARDINI

Copie adressée à :

Société THERMAL CERAMICS

ZI Les Plantées

42680 SAINT MARCELLIN EN FOREZ

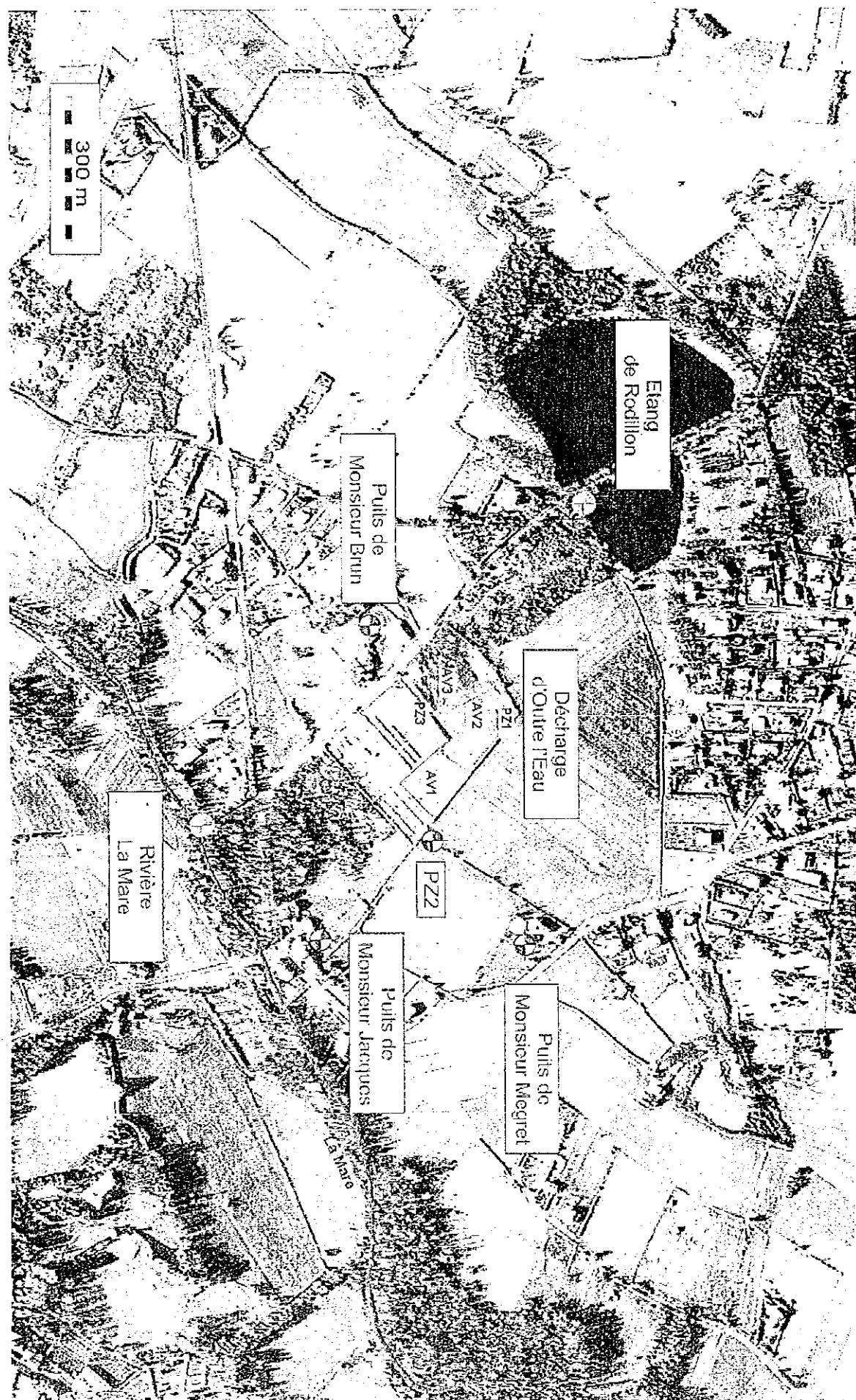
- Monsieur le maire de SAINT MARCELLIN EN FOREZ

- L'Inspection des installations classées – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire

- Archives

- Chrono

- Sous-Prefecture de MONTBRISON



ENVIRON

THERMAL CERAMICS Saint Marcelin en Forez

Figure 3 - Points de surveillance environnementale

Cliant	THERMAL CERAMICS
Echelle	Voir figure
Projet No	TR15TCF001
Date	Octobre 2010
Dessiné par	YBO

- 4 -

Tel au surplus que des terrains figurent sur les annexes III et IV visées ci-avant.

NATURE DES SERVITUDES

Les servitudes grevant les parcelles 127 - 128 - 129 - 130 - 131 et 132 sont celles figurant à l'annexe de l'arrêté préfectoral du 3 Août 1988, cette annexe est ci-après reproduite :

" NATURE DES SERVITUDES

L'utilisation des terrains par quelque personne physique ou morale, publique ou privée, devra toujours être compatible avec la présence de déchets dans le sol et ne devra en aucun cas remettre en cause l'étanchéité du site (couverture supérieure comprise). Sont particulièrement interdites les opérations suivantes :

1°) Réalisation de trous, excavations, fondations, forages, défouages, et tous travaux, dont la profondeur dépasserait cinquante centimètres.

2°) Irrigation des terrains à l'exception de l'arrosage nécessaire en vue de maintenir la végétation superficielle, pour pallier à un défaut de précipitation atmosphérique.

3°) Plantation d'arbres ou de plantes dont les racines sont susceptibles de descendre à une profondeur supérieure à cinquante centimètres.

4°) Construction de tout bâtiment ou éléments de construction à caractère provisoire ou définitif et pourvus de fondations supérieures à cinquante centimètres (les constructions ou éléments de construction à caractère provisoire dont les fondations ont une profondeur inférieure à cinquante centimètres, pourront être autorisées, après avis favorable du Service des Installations Classées, sur communication de la demande du permis de construire ou de la demande d'autorisation qui en tiendra lieu, par le propriétaire du terrain ou ses ayants-droits.

En outre, il est convenu que :

a) le déchet fait intégralement partie du sol, qui dans les transactions futures et à venir, ne pourra être dissocié du déchet.

b) Les servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaires l'établissement des présentes servitudes, après avis du Service des Installations Classées.

c) Toutes les dispositions et prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral du 3 Août 1988, autorisant l'exploitation de ces terrains en décharge, devront être strictement respectées.

Arrêté auquel les cartes de l'annexe se réfèrent expressément.

... ..